

Journée d'étude : Transition(s) en question. Quelles approches géographiques de la notion de transition ?

Association des Géographes Français

Date : 26 septembre 2020, Institut de géographie, 191 rue Saint-Jacques 75005 Paris

Coordination

Stéphanie Beucher, Marion Mare, professeures en CPGE au lycée Montaigne, Bordeaux. S. Beucher est membre associée du laboratoire Habiter (EA2076), Université de Reims Champagne-Ardenne.

Cadrage de la journée

La notion de transition prend une place croissante au sein des discours nationaux et internationaux en lieu et place du développement durable, elle s'impose alors comme un nouveau paradigme visant la transformation systémique et profonde de nos sociétés vers un nouveau modèle de croissance plus juste et fondé sur un rapport à l'environnement moins destructeur. La transition est ainsi institutionnalisée en France, à travers le conseil national de la transition écologique (2012) ou plus récemment par le changement de dénomination du ministère de l'Écologie et du Développement durable en ministère de la Transition écologique et solidaire (2017). Ce glissement sémantique se retrouve également dans le nouveau programme de géographie de la classe de Seconde, qui invite à réfléchir aux défis d'un « monde en transition ».

La géographie, par son approche systémique et en tant que science sociale qui étudie les rapports des sociétés à leur environnement, participe à la construction, au renouvellement et à l'enrichissement de cette notion depuis les années 1970. Si la notion désigne couramment le « passage d'un état à un autre », une analyse géographique permet de rendre compte de la diversité des trajectoires empruntées, de faire apparaître des gradients, des seuils, voire de véritables bifurcations spatiales et de montrer ainsi que celle-ci n'a rien de linéaire. Les modalités d'une transition sont très variables d'un territoire à un autre et s'inscrivent dans des temporalités plus ou moins longues. La transition a des effets spatiaux multiples, à toutes les échelles, participant aux processus de différenciation, mutations et recompositions spatiales. L'entrée géographique fait également ressortir une grande diversité d'acceptions et de champs d'étude, avec ou sans épithète, allant de la transition en tant que telle à la transition environnementale, démographique, énergétique, alimentaire, urbaine, migratoire, économique, épidémiologique, paysagère sans oublier la question des espaces en transition et des jeux d'acteurs qui les recomposent.

Cette journée d'étude de l'Association de Géographes Français s'inscrit dans ce contexte de réappropriation et de renouvellement de la notion de transition mais aussi dans la perspective des nouveaux programmes de Seconde et de Première. Elle vise à éclairer et expliciter cette notion à l'aune des travaux de chercheurs et de chercheuses spécialisé(e)s sur des territoires variés et présents dans les programmes. Chaque intervention proposée ici partira d'études de terrains pour montrer comment celles-ci permettent de renouveler et d'enrichir la notion de transition.

Afin d'approfondir les réflexions scientifiques autour de la transition, une seconde journée de l'AGF aura lieu le 10 octobre 2020, coordonnée par Michel Deshaies et Bernadette Mérenne-Schoumaker. Elle permettra d'approfondir la réflexion, à partir de la question spécifique et essentielle de la transition écologique et énergétique, qui n'aura été que brièvement évoquée lors de cette première journée.

Programme

9h 30 Introduction

Stéphanie Beucher et Marion Mare : « La notion de transition en sciences humaines et en géographie : quelles définitions ? Quelles échelles pertinentes ? Quels acteurs ? Quelle rupture dans l'histoire de la pensée géographique ? (100 ans après la création de l'AGF) »

1. Entrer en transition

10h15 Intervention 1

Transitions et développement en Afrique : un continent d'incertitude

Géraud Magrin, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 Prodig, CNRS, IRD, AgroParisTech, 5, cours des Humanités, F-93 300 Aubervilliers ; geraud.magrin@univ-paris1.fr

Olivier Ninot, Ingénieur de recherches CNRS, UMR 8586 Prodig, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IRD, AgroParisTech, 5, cours des Humanités, F-93 300 Aubervilliers ; olivier.ninot@univ-paris1.fr

Résumé

L'Afrique fournit un cas d'étude intéressant pour penser l'intérêt et les limites de la notion de transition, modélisant une trajectoire connue d'un état initial à un état final. En effet, la trajectoire du continent a été pensée depuis les années 1960 depuis des perspectives normatives qui relèvent d'un cadrage en termes de transition, comme le résume la vision rostowienne du développement. De plus, en 2020, le continent est engagé dans des transitions majeures, multiples (démographie, urbanisation, économie, politiques territoriales), dont les rythmes et l'ampleur sont inédits. Cependant, ces changements profonds renâclent dans bien des cas à entrer dans les schémas établis, au point de questionner l'universalité de certains

d'entre eux. Cette contribution propose finalement de questionner la nature des changements en cours, en postulant la prééminence de l'incertitude sur la notion rassurante de transition.

10h45 Intervention 2 visioconférence

Le Japon : au bout de la transition démographique ?

Rémi Scoccimarro – Géographe, MCF langue et civilisation japonaises – Umifre-19 Maison Franco-Japonaise de Tôkyô

Résumé

Lorsqu'elle a eu lieu, la transition démographique japonaise était considérée comme une des plus rapides d'alors. Depuis les autres pays d'Asie Orientale ont rattrapé l'archipel, dans des temps plus rapides encore et avec une chute de la natalité encore plus extrême (Taiwan, Coré du Sud, Singapour, ...). Avec la plus forte espérance de vie au monde (83,5 ans), le Japon est aujourd'hui un des pays les plus âgés (28,4% de la population a plus de 65 ans, soit 35,8 millions de personnes en 2019) et donc aussi, parmi les pays développés, celui où la gestion de la grande et surtout très grande vieillesse (14% de plus de 75 ans et 1,1 millions de plus de 80 ans) est un enjeu sociétal, spatial, humain et financier majeur.

Nous présenterons dans un premier temps les caractéristiques générales de la transition démographique japonaise du XXe siècle, pour aborder ensuite les modalités socio-spatiales du régime actuel de faible natalité et de fort vieillissement. Nous présenterons les mécanismes qui produisent cette situation, en faisant une analyse critique des discours japonais sur la situation actuelle et des politiques mise en œuvre pour contrer la dénatalité. Cela nous conduira à montrer en quoi, et comment, la transition démographique est encore en marche, puisque l'archipel a connu un regain de la fécondité (+14%) depuis le creux de 2005 !

11h15 Intervention 3 visioconférence

Les États post-soviétiques au voisinage de l'Europe : une transition économique et géopolitique ?

Thomas Merle, Professeur agrégé de géographie, ATER en géographie à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire Habiter

Résumé

Les États postsoviétiques européens ont connu avec la chute de l'URSS en 1991 de profondes transitions géopolitiques et géoéconomiques, passant du statut de composantes territoriales d'une superpuissance à celui d'États indépendants mais fragiles et d'une économie planifiée à un modèle en théorie libéral. La transition géopolitique, brutale, a engendré une transition économique difficile. Mais les États postsoviétiques européens permettent également de penser la notion de transition non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace, dans la mesure où ils constituent un entre-deux russo-européen, au coeur d'une potentielle nouvelle guerre froide. L'entre-deux russo-européen, toujours en cours de transition, permet-il de remettre en cause la dichotomie entre le transitoire et le définitif ? En effet, ce qui était pensé comme transitoire perdure depuis 30 ans et forge l'identité de la région, région d'entre-deux transitoire désormais pérennisé.

Pause 12h-13h30

2. La transition environnementale au centre des réflexions sur la transition ?

13h30 Intervention 4

La transition environnementale dans les Alpes françaises : le cas de l'énergie dans les espaces protégés

Marie Forget, Maître de Conférences, Université Savoie Mont Blanc, UMR 5204 EDYTEM, CNRS-Université Savoie Mont Blanc, marie.forget@univ-smb.fr

Lionel Laslaz, Maître de Conférences HDR, Université Savoie Mont Blanc, UMR 5204 EDYTEM, CNRS-Université Savoie Mont Blanc, lionel.laslaz@univ-smb.fr

Résumé

Cette communication abordera la transition environnementale dans les Alpes française à partir de problématiques énergétiques dans différents types d'espaces protégés (parcs naturels régionaux des Bauges et des Baronnies provençales, Parc national des Ecrins et des Cévennes et site classé de la Clarée et de la Vallée étroite dans les Hautes Alpes). Plusieurs types d'énergies renouvelables seront abordés, notamment les énergies hydroélectriques et solaires, à travers leur production, leur consommation et leurs impacts potentiels. La communication s'intéressera également à la sobriété énergétique à travers les initiatives promouvant le ciel étoilé et l'extinction nocturne de l'éclairage public. Les espaces protégés de montagne sont spécifiques du fait de leur faible connexion au réseau électrique national qui encourage la recherche de solutions énergétiques autonomes induisant des innovations techniques, sociales et législatives. Les acteurs de ces espaces ont ainsi inventé des dispositifs tels que les projets d'autoconsommation individuelle ou collective dans les sites isolés (refuges, hameau de Dormillouse dans le Parc national des Ecrins, Vallée étroite dans le cadre de l'Opération Grand Site dont elle a été l'objet, désormais abandonnée) ou les Centrales Villageoises Photovoltaïques (48 territoires concernés) nées dans les parcs naturels régionaux de l'ancienne région Rhône-Alpes. Ils sont à ce titre des espaces énergétiques promouvant des modèles de transition environnementale.

14h Intervention 5

La transition énergétique en Europe : ressource, vulnérabilités et risques.

Angélique Palle, Institut de recherche stratégique de l'École Militaire, chercheure associée UMR Prodig.

Résumé

L'Union européenne fait de la transition énergétique l'une de ses principales politiques pour le XXI^e siècle, à la fois sur le plan interne en cherchant à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050 et sur le plan externe en se posant en leader des discussions internationales sur le climat. La notion de transition est ici entendue comme un changement de ressource qui ouvre des questionnements sur leur accessibilité et leur appropriation. Ils concernent à la fois les ressources énergétiques directement utilisées mais aussi celles nécessaires à leur mise en exploitation. Cette transition touche l'un des fondements des modes de vie et de production des sociétés européennes, la production d'énergie. Si elle répond à un impératif d'ordre

climatique, elle n'est pas exempte de risques qui peuvent être d'ordre environnemental, géopolitique ou politique.

3. Des systèmes productifs français en transition

14h 30 Intervention 6

Les déterminants spatiaux du mouvement de relocalisation au sein de la transition agricole et alimentaire

Adrien Baysse-Lainé. A.T.E.R. à l'ENS Ulm (Centre de formation sur l'environnement et la société). Docteur associé au Laboratoire d'études rurales (Université Lyon 2) et à l'UMR Innovation (INRAE)

Résumé

Les acteurs d'une transition agricole et alimentaire poursuivent simultanément des objectifs d'écologisation et de relocalisation. L'ampleur et les modalités de ce dernier mouvement sont encore peu analysées d'un point de vue spatial. L'exposé s'appuie sur des enquêtes qualitatives et quantitatives menées dans trois territoires français (Amiénois, sud-est de l'Aveyron, Lyonnais) représentatifs d'autant de stades et de facettes de la transition. Il indique les corrélations entre les caractéristiques de ces espaces et trois variables descriptives de la relocalisation alimentaire : les logiques d'engagements des producteurs dans les circuits courts de proximité ; l'organisation du travail dans leurs exploitations en vue de fournir ces circuits ; la structuration de l'intermédiation entre producteurs et consommateurs à l'échelle des systèmes alimentaires relocalisés. Les formes spatiales de la relocalisation apparaissent fortement dépendantes de structurations spatiales héritées.

15h intervention 7

Entreprises et territoires au défi de la transition industrielle : l'exemple de la France

François Bost, Professeur de géographie économique et industrielle à l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

Résumé

Face aux bouleversements climatiques annoncés à moyen et long terme, entreprises et territoires industriels témoignent dans les pays développés d'une prise de conscience de plus en plus grande des enjeux et des défis à surmonter sous peine de disparaître. Ils y sont d'autant plus invités que les changements à venir sont aussi porteurs d'opportunités et de relais de croissance en phase avec les attentes différentes et beaucoup plus exigeantes des nouvelles générations de clients. Mais comment les entreprises et les territoires qui les accueillent s'approprient-ils les notions de transitions climatique et énergétique (économie décarbonée) qui sont à l'origine de ce qu'il convient d'appeler la « transition industrielle » ? Où en est l'idée de la refondation industrielle ? Quelles résistances et obstacles rencontrent-elle encore ? Quels sont les changements stratégiques, productifs et organisationnels déjà opérés ? Pour tenter de cerner toutes ces questions cruciales pour l'avenir, la réflexion sera menée à travers l'analyse du cas français.

4. Mettre en œuvre la transition à l'échelle locale

15h30 Intervention 8

La transition à Saint-Denis entre discours et réalités dans une banlieue du Grand Paris en mutation

Cécile Gintrac, enseignante en classe préparatoire littéraire (Lycée Gustave Monod, Enghien-les-Bains)

Résumé

Saint-Denis, troisième ville la plus peuplée d'Ile-de-France avec ses 110 000 habitants, est en pleine mutation. Elle est au cœur des projets d'aménagement du Grand Paris avec le NPRNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain), les sites des Jeux Olympiques Paris 2024, Gare du Grand Paris Express, appel à projet "Inventons la métropole". A Plaine Commune, l'établissement public qui regroupe neuf villes de Seine-Saint-Denis dont Saint-Denis, 40 % de l'espace bâti est ainsi amené à muter dans les trente prochaines années, en particulier à Saint-Denis marqués par de nombreuses ZAC (Zone d'Aménagement concerté). Ce renouvellement sans précédent s'accompagne de discours sur la transition écologique. La transition écologique est-elle compatible avec les grands projets urbains ? Nous montrerons qu'une transition écologique effective et la lutte contre les injustices environnementales dans un territoire soumis aux pollutions ne peuvent se faire sans un changement de modèle de production de l'espace urbain et métropolitain.

16h Conclusion de la journée

Édith Fagnoni, Professeure des Universités Paris-Sorbonne, présidente de l'AGF.